



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 137

## **Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. André Bourbeau  
Ministre des Affaires municipales**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1986**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie la Loi sur la Société d'habitation du Québec en ce qui concerne les pouvoirs du ministre des Affaires municipales, responsable de son application, les objets de la Société, sa composition et l'exercice de ses pouvoirs.*

*Il confie au ministre le pouvoir d'élaborer et de proposer au gouvernement des politiques relatives à l'habitation et d'établir les besoins, les priorités et les objectifs de tous les secteurs de l'habitation au Québec.*

*De nouvelles responsabilités en matière de recherche et d'avis au ministre sur toutes les matières relevant de ses responsabilités en regard de l'habitation sont dévolues à la Société, dont les objets sont aussi redéfinis de façon à y inclure toutes ses interventions et tenir compte de la désuétude de certains programmes spécifiquement prévus à la loi actuelle.*

*D'autres dispositions du projet de loi concernent le fonctionnement de la Société principalement en ce qui regarde l'administration de ses revenus et recettes et son mode de financement.*

*Enfin, le projet de loi prévoit que le ministre titulaire peut donner à la Société des directives portant sur les objectifs et l'orientation de la Société dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi. Ces directives doivent être approuvées par le gouvernement.*

## Projet de loi 137

### **Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 1 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8) est modifié par le remplacement du paragraphe *e* par le suivant:

«*e*) « ministre »: le ministre des Affaires municipales. ».

**2.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 1, de ce qui suit:

#### « SECTION I.1

##### « POUVOIRS DU MINISTRE

« **1.1** Le ministre élabore et propose au gouvernement des politiques relatives à l'habitation; il en dirige et coordonne l'application.

« **1.2** Il peut notamment établir, en collaboration avec les ministères, les organismes gouvernementaux ou municipaux, les groupes ou individus intéressés, les besoins, les priorités et les objectifs pour tous les secteurs de l'habitation au Québec.

« **1.3** Il est également chargé de l'application des lois concernant l'habitation. ».

**3.** L'article 3 de cette loi est remplacé par les suivants:

«**3.** La Société a pour objets:

1° d'aviser le ministre sur les besoins, les priorités et les objectifs de tous les secteurs de l'habitation au Québec;

2° de stimuler le développement et la concertation des initiatives publiques et privées en matière d'habitation;

3° de mettre à la disposition des citoyens du Québec des logements à loyer modique;

4° de favoriser le développement et la mise en oeuvre de programmes de construction, d'acquisition, d'aménagement, de restauration et d'administration d'habitations;

5° de faciliter aux citoyens du Québec l'accèsion à la propriété immobilière;

6° de promouvoir l'amélioration de l'habitat.

La Société prépare et met en oeuvre, avec l'autorisation du gouvernement, les programmes lui permettant de rencontrer ses objets.

«**3.1** Les programmes que la Société met en oeuvre peuvent prévoir le versement par la Société, s'il y a lieu, d'une aide financière sous forme de subvention, de prêt ou de remise gracieuse; ils peuvent aussi permettre à la Société d'accorder une garantie de prêts.

Ils peuvent prévoir l'aménagement de logements accessibles aux personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (chapitre E-20.1).

Les programmes peuvent comporter des exclusions ou des préférences fondées sur l'âge.

«**3.2** Pour la réalisation de ses objets, la Société peut exécuter ou faire exécuter des recherches, études, enquêtes ou inventaires sur les besoins et les conditions d'habitation de la population.

«**3.3** La Société peut, avec l'autorisation du gouvernement, exproprier les biens immeubles, indiqués dans un programme, utiles à la réalisation des objets et des mandats de la Société.

«**3.4** Le ministre peut, dans le cadre des responsabilités et des pouvoirs qui lui sont confiés, donner à la Société des directives portant sur les objectifs et l'orientation de cette Société dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi; ces directives doivent au préalable être approuvées par le gouvernement.

Les directives données en vertu du présent article lient la Société.

Elles doivent être déposées, dans les quinze jours de leur approbation, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

Les tiers ne sont pas tenus de voir à l'application du présent article qui ne peut être invoqué par eux ou contre eux.

« **3.5** Les deuxième et troisième alinéas de l'article 22, les articles 24, 25, 33 et 34 ainsi que le premier alinéa de l'article 49 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6) s'appliquent à la Société. Toutefois, le Conseil du trésor peut, par règlement, déroger aux règles établies par les articles 24, 25, 33 et 34 en indiquant précisément les dispositions auxquelles il est dérogé et les dispositions qui s'appliqueront en leur lieu et place.

Un règlement adopté en vertu du deuxième alinéa de l'article 49 de la Loi sur l'administration financière s'applique à la Société, sauf si l'octroi ou la promesse de subvention est effectué conformément à des normes approuvées par le Conseil du trésor. ».

**4.** L'article 4 de cette loi est remplacé par les suivants:

« **4.** La Société est une corporation.

« **4.1** La Société est un mandataire du gouvernement. Ses biens font partie du domaine public.

Toutefois, la Société peut, avec l'autorisation du gouvernement, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, renoncer au privilège d'insaisissabilité de ses biens. L'exécution de ses obligations peut alors être poursuivie sur les biens faisant l'objet de la renonciation.

« **4.2** La Société n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son nom. ».

**5.** Les articles 6 et 7 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **6.** Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration composé d'au plus 9 membres nommés par le gouvernement pour une période n'excédant pas cinq ans.

« **6.1** Chacun des membres du conseil d'administration demeure en fonction malgré l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau.

« **6.2** Le gouvernement nomme, parmi les membres du conseil d'administration, un président et un vice-président du conseil d'administration.

Le président du conseil d'administration préside les réunions du conseil et voit à son fonctionnement.

« **7.** Les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement. Ils peuvent cependant avoir droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement. ».

**6.** L'article 8 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « de la Société » par les mots « du conseil d'administration ».

**7.** Les articles 9 et 10 de cette loi sont remplacés par les suivants :

« **9.** Le quorum du conseil d'administration est constitué de la majorité de ses membres, dont le président ou le vice-président du conseil d'administration et le président-directeur général.

« **10.** Le vice-président du conseil d'administration remplace le président en cas d'absence ou d'incapacité de celui-ci; sous réserve de l'article 13.1, lorsqu'un autre membre du conseil d'administration est ainsi absent ou incapable d'agir, il peut être remplacé par une personne nommée par le gouvernement pour exercer ses fonctions pendant que dure cette absence ou cette incapacité d'agir. La personne ainsi nommée en remplacement a droit à l'allocation de dépenses fixée en vertu de l'article 7. ».

**8.** L'article 11 de cette loi est abrogé.

**9.** L'article 12 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « de la Société » par les mots « du conseil d'administration ».

**10.** L'article 13 de cette loi est remplacé par les suivants :

« **13.** Le gouvernement nomme, parmi les membres du conseil d'administration, un président-directeur général qui exerce cette fonction à temps plein.

Le président-directeur général est responsable de l'administration et de la direction de la Société dans le cadre de ses règlements.

« **13.1** Le gouvernement nomme, en outre, des vice-présidents de la Société, au nombre qu'il détermine, qui exercent leur fonction à temps plein. Le vice-président que désigne le gouvernement remplace le président-directeur général lorsque celui-ci est absent ou incapable d'agir.

« **13.2** Le gouvernement fixe le traitement et les autres conditions de travail du président-directeur général et de chacun des vice-présidents de la Société. ».

**11.** L'article 14 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« La rémunération et les dépenses afférentes aux avantages sociaux et aux autres conditions de travail des fonctionnaires de la Société sont payées par la Société à même ses fonds. ».

**12.** L'article 15 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « de la Société, approuvés par elle et certifiés par le président » par les mots « du conseil d'administration, approuvés par celui-ci et certifiés par le président du conseil d'administration »;

2° par l'insertion, dans la quatrième ligne, après le mot « président », des mots « du conseil d'administration ».

**13.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, du suivant:

« **15.1** Aucun acte, document ou écrit n'engage la Société ni ne peut lui être attribué s'il n'est signé par le président-directeur général, par le secrétaire ou par un membre du personnel de la Société mais, dans ce dernier cas, uniquement dans la mesure déterminée par règlement de la Société.

La Société peut permettre, par règlement, aux conditions qu'elle fixe, que la signature soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'elle détermine. Le fac-similé doit être authentifié par le contreseing d'une personne autorisée par le président-directeur général. ».

**14.** L'article 16 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne, après le mot « membres » des mots « du conseil d'administration ».

**15.** L'article 17 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « ses membres » par les mots « les membres de son conseil d'administration ».

**16.** L'article 20 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « de la Société » par les mots « du conseil d'administration ».

**17.** L'article 21 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la sixième ligne, des mots « président ou du vice-président » par les mots « président-directeur général ou de l'un des vice-présidents de la Société ».

**18.** La section III de cette loi est abrogée.

**19.** L'article 57 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la sixième ligne du premier alinéa du paragraphe 3, des mots « et par le gouvernement »;

2° par la suppression du deuxième alinéa du paragraphe 3;

3° par le remplacement, dans la cinquième ligne du paragraphe 4, des mots « , par la Société et par le gouvernement » par les mots « et par la Société ».

**20.** L'article 60 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« La Société peut consentir un prêt à un office municipal d'habitation pour acquitter les déboursés nécessaires à la protection des investissements de la Société. ».

**21.** L'article 64 de cette loi est abrogé.

**22.** L'article 73 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, des mots « et celle du Conseil du trésor »;

2° par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant :

« Tout immeuble dont l'acquisition était prévue dans un programme peut, à compter de la fin de celui-ci, être aliéné sans l'autorisation de la Société. ».

**23.** L'article 75 de cette loi est abrogé.



**24.** L'article 76 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du nombre «75» par le nombre «74».

**25.** L'article 81 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, des mots «et celle du Conseil du trésor»;

2° par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant:

«Tout immeuble dont l'acquisition était prévue dans un programme peut, à compter de la fin de celui-ci, être aliéné sans l'autorisation de la Société.».

**26.** L'article 83 de cette loi est abrogé.

**27.** L'article 85 de cette loi est abrogé.

**28.** L'article 86 de cette loi est modifié:

1° par la suppression des paragraphes *a*, *c*, *e*, *f* et *i*;

2° par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe *k*, des mots «et «logement convenable»; «services publics» pour les fins du paragraphe *g* de l'article 32»;

3° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe *o* après le mot «demande», de la virgule.

**29.** L'article 90 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Si cet accord est de nature à affecter les politiques économiques, financières ou fiscales du gouvernement du Québec, il doit être négocié après consultation et sur autorisation du ministre des Finances, et être conclu sur la base d'une proposition préalablement approuvée par ce dernier.».

**30.** L'article 91 de cette loi est abrogé.

**31.** L'article 92 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la première ligne, après le mot «Les» des mots «revenus et contributions versés à la Société ainsi que les»;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot «affectées» par le mot «affectés».

**32.** L'article 93 de cette loi est modifié par la suppression, dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe *b*, des mots «; la Société peut aussi, aux mêmes conditions, réaliser elle-même de tels projets ou programmes».

**33.** Les articles 94 et 94.1 de cette loi sont abrogés.

**34.** Les articles 94.3 et 94.4 de cette loi sont abrogés.

**35.** L'article 95 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots « de l'Habitation et de la Protection du consommateur » par les mots « des Affaires municipales ».

**36.** L'article 1662 du Code civil du Bas Canada est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« L'expression « logement à loyer modique » désigne également un logement, situé dans tout autre immeuble, dont le loyer est déterminé conformément à un règlement adopté en vertu du paragraphe *g* de l'article 86 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec. ».

**37.** Le président et le vice-président de la Société en fonction le 31 décembre 1986 deviennent respectivement président-directeur général et vice-président de la Société.

Ils continuent d'être régis par les conditions prévues à leur acte de nomination.

**38.** Sauf accord entre le gouvernement et lui, le membre de la Société, autre que le président, nommé en vertu du deuxième alinéa de l'article 6 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, en fonction le 31 décembre 1986, devient membre du conseil d'administration de la Société aux conditions prévues à son acte de nomination.

Toutefois, le gouvernement peut le nommer à un autre poste et il continue d'être régi par les conditions prévues à son acte de nomination jusqu'à la date d'expiration de son mandat originel.

**39.** Un membre de la Société nommé pour une durée indéterminée en vertu du troisième alinéa de l'article 6 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, en fonction le 31 décembre 1986, devient membre du conseil d'administration de la Société jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou jusqu'au terme que peut fixer le gouvernement.

**40.** Tout immeuble dont l'acquisition était prévue dans un programme de rénovation du territoire d'une municipalité peut, à compter du décret établissant la fin de ce programme, être aliéné sans l'autorisation de la Société ni celle du Conseil du trésor.

**41.** Tout règlement adopté par la Société en vertu de l'un des paragraphes *e, f* ou *i* de l'article 86 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec demeure en vigueur jusqu'à son abrogation.

**42.** Tout décret adopté par le gouvernement en vertu de l'un des articles 94.1 ou 94.3 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec demeure en vigueur jusqu'à son abrogation.

**43.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1987.